

<http://universitepopulairetoulouse.fr/spip.php?article2565>



Conférence-débat : Cycle écologie politique - La parole est aux collectifs de lutte

- Agenda -

Publication date: mercredi 30 novembre 2022

Copyright © Université Populaire de Toulouse - Tous droits réservés

http://universitepopulairेतoulouse.fr/sites/universitepopulairेतoulouse.fr/local/cache-vignettes/L400xH107/logo_upt_am_d_attac_copernic-5282b.png

L'Université populaire de Toulouse, la fondation Copernic, les Amis du Monde Diplomatique et ATTAC proposent de donner la parole aux associations et collectifs de lutte de la grande région toulousaine pour les (nous) aider à penser et agir ensemble.

Dans le sud-est de l'agglomération toulousaine, des habitant-es se mobilisent contre un projet d'aménagement porté par le Sicoval, la ZAC du Rivel, qui va conduire à l'artificialisation de dizaines d'hectares de terres agricoles alors que la question de la souveraineté alimentaire des territoires et le développement de circuits courts va se poser de manière de plus en plus cruciale dans les années qui viennent.

Entre Toulouse et Castres, les citoyens se mobilisent pour arrêter le projet d'autoroute. A l'heure où il faut réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre, préserver la bio-diversité et penser différemment les mobilités, il s'agit là d'un projet d'un autre temps.

Dans la basse Ariège, un collectif d'habitants et de paysans lutte contre les projets de gravières qui, tout en supprimant des terres agricoles, ont un énorme impact sur les nappes phréatiques en favorisant l'évaporation de la ressource en eau.

Dans l'ouest toulousain, un projet de contournement routier est contesté par un réseau d'associations et de collectifs regroupés dans le collectif « Axe vert de la Ramée ». Destruction d'espaces agricoles de zones humides et boisées, fragilisation de la biodiversité, développement du transport routier, artificialisation des sols, ce projet coche toutes les cases de ce qu'il ne faut plus faire aujourd'hui.

A Toulouse comme ailleurs en France, les activistes de Dernière Rénovation bloquent les axes routiers, interrompent des manifestations sportives et des spectacles, manifestent devant les lieux de pouvoir. Leur objectif : que le gouvernement tienne ses promesses et engage réellement une politique de rénovation thermique des bâtiments qui soit à la hauteur des besoins qui sont immenses et permette de lutter contre la précarité énergétique.

Nous pourrions aussi citer la lutte contre les mégabassines (Sainte Soline) et l'accaparement pour des intérêts privés de la ressource en eau (La Clusaz), les luttes contre les extensions d'aéroports (Lille-Lesquin, Roissy), contre l'enfouissement des déchets nucléaires (Bure) et bien d'autres fronts de lutte. Mais aussi, via une sorte d'essaimage, la création de collectifs de lutte au plus près des lieux de vie, ici contre l'implantation d'une antenne 5G en détruisant un espace boisé (Tournefeuille), là pour la création d'une ferme maraîchère en lieu et place d'une énième résidence en bétonnant ce qui reste des espaces urbains non bâtis (les Pradettes à Toulouse).

Face à cette multiplication des actions et des mobilisations, les chiens de garde politiques et médiatiques se lâchent en parlant d'éco-terrorisme et d'éco-totalitarisme. Cela pourrait faire sourire tellement ces qualificatifs sont outranciers mais les mots ont toujours du sens et derrière ces excès de langage s'exprime une volonté de plus en plus marquée d'empêcher les citoyen-nes de se mobiliser pour mettre en œuvre la nécessaire bifurcation écologique destinée à faire de nos espaces et lieux de vie un monde habitable pour tou-tes.

Lutter contre la privatisation des ressources et des communs, contre la destruction de la biodiversité et l'artificialisation des sols, repenser nos mobilités, nos manières d'habiter le monde et les modalités du vivre ensemble, se battre pour la souveraineté alimentaire et le développement des circuits courts, toutes ces actions et luttes traduisent à leur manière une prise de conscience de plus en plus aigüe de l'urgence à agir et à construire des

mobilisations au plus près des lieux de vie. Comment lier ces luttes avec celles qui, dans les entreprises et les lieux de travail, défendent les salarié-es contre la pression toujours plus forte de la rentabilité marchande, pour avoir les moyens de vivre décemment de son salaire ou de ses revenus ? Quelles dynamiques à mettre en œuvre pour conjuguer les luttes et mobilisations contre la fin du monde avec celles pour la fin du mois ?